

impulsion

Le journal de l'Union Démocratique Fédérale | An 26 | N° 6 | Décembre 2017 | Tirage: 3600 ex. | www.udf-suisse.ch



3-4

Vaincre

Vaincre la mort (p. 3) et vaincre la pornographie (p. 4).



5

S'engager

S'engager dans sa commune – du concret par deux membres UDF.



6

Accompagner

Accompagner les enfants, non pas les traiter comme «transgenres enfants».

Inde

«Chrétiens et musulmans sont marginalisés»

En Inde, une nouvelle sorte de nationalisme fait son apparition, laquelle ne tolère pas d'autres religions que l'hindouisme. Le secrétaire général de l'Alliance Évangélique Asiatique, Richard Howell, en a fait un rapport à Schwäbisch Gmünd (Allemagne). Des nouvelles lois rendent aussi partiellement impossible le travail pour des organisations humanitaires chrétiennes.

En Inde, chrétiens et musulmans sont mis de plus en plus sous pression. Un nouveau genre d'hindouisme, un nationalisme religieux – appelé «Hindutva» – est en progression. Le secrétaire général de l'Alliance Évangélique Asiatique, Richard Howell, l'a expliqué lors du congrès «Persécution des chrétiens aujourd'hui» à Schwäbisch Gmünd en Allemagne. Les hindous qui suivent ce genre de nationalisme sont très patriotes et se considèrent comme «gardiens de la nation». Ils refusent toutes les autres religions et considèrent les hommes qui ne suivent pas l'agenda de l'Hindutva comme des «antinationalistes».



Photo: de.wikipedia.org

Le siège du gouvernement indien à New Delhi.

Éditorial

L'échelle

«... Celui qui est fidèle dans les petites choses l'est aussi dans les grandes» pouvez-vous lire dans la lettre d'accompagnement de ce journal et dans l'Évangile selon Luc 16,10a. Peu de membres de l'UDF ont de grandes responsabilités politiques, mais nous avons tous l'occasion et le devoir d'être fidèles dans les petites choses. Dieu ne nous appelle pas forcément à monter sur l'échelle politique, mais à toujours être fidèles dans les responsabilités qu'il nous a réellement confiées.

Quelques-uns de nos membres, lectrices et lecteurs, ont des responsabilités communales. Ils ont besoin de notre soutien au niveau politique et dans la prière. Peu importe s'ils considèrent cet engagement comme une petite ou une grande chose, l'esprit de service et de fidélité sera vu par les citoyens. Ce même esprit est d'ailleurs une excellente préparation à d'éventuels futurs mandats ...

Peter Bonsack

suite en page 2

Vente de cannabis

Recommandation dangereuse



Photo: pixabay.com

L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) ne permet pas de vente de cannabis en pharmacie mais recommande de changer la loi pour pouvoir le faire en vue d'études sur les effets de ces ventes.

La vente de cannabis à des fins récréatives ne serait pas légale – non plus dans le cadre d'une étude universitaire. Le 13 novembre, l'OFSP a refusé l'autorisation à une étude de l'Université de Berne

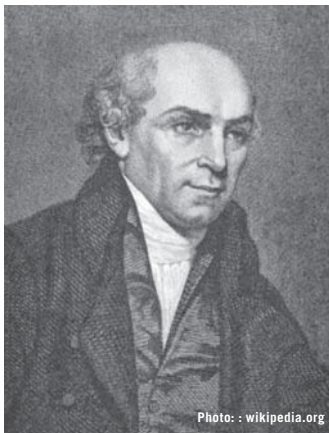
qui voulait faire vendre du cannabis dans des pharmacies. Elle disait vouloir étudier les effets d'une vente régulée de cannabis sur les consommateurs et sur le marché illégal dans la ville de Berne. L'OFSP écrit dans son communiqué: «La consommation de cannabis à des fins récréatives, telle que prévue par l'étude, est exclue dans tous les cas, conformément à la loi sur les stupéfiants, même dans le cadre de projets scientifiques.»

OFSP ajoute pourtant une recommandation: «Du point de vue de la politique de la santé, de tels projets permettent d'étudier de nouvelles approches sociétales concernant le cannabis. Il serait donc en principe souhaitable de pouvoir analyser scientifiquement de nouvelles formes de réglementation.» Les autorités continuent donc à avoir une attitude ambiguë dans la gestion des toxicomanies.

L'UDF par contre écrit dans son programme d'action 2015-2019: «La libéralisation et la banalisation des drogues aura des conséquences massives à long terme et durables, surtout auprès des jeunes, sur leur développement et sur leurs perspectives d'avenir.» En conséquence, l'UDF s'engage «pour une prévention contre les addictions, qui vise à l'abstinence et qui – en particulier dans les écoles primaires et secondaires – présente, sans les minimiser, les risques réels de l'alcool, des drogues, d'une sexualité débridée et de la violence.»

David Gysel

suite de page 1



William Carey (1761-1834), connu comme missionnaire et orientaliste, s'était engagé contre le meurtre traditionnel des filles indiennes et contre la mise à mort par le feu des veuves. Ces pratiques ont été interdites en Inde en 1829 resp. en 1932. Il était alors un pionnier des droits de l'homme en Inde.

Photo: wikipedia.org

Malgré la liberté de religion garantie par la constitution indienne, cette évolution a pour conséquence que des chrétiens et aussi des musulmans sont de plus en plus exposés à la violence, aux abus et aux menaces. Beaucoup de politiciens de haut rang appartiennent au nationalisme hindou. Le parti conservateur de droite, nationaliste-hindou Bharatiya Janata Party (BJP) est actuellement au pouvoir en Inde. Cette année, déjà plus de 200 agressions contre des chrétiens ont eu lieu. En plus des abus, la vie quotidienne des personnes de confession différente est rendue difficile. Ainsi, par exemple, il faut s'annoncer au préalable à la police si l'on veut prier ou se faire baptiser en public.

Pratiquement pas de liberté de religion

Les nouvelles lois ont fait que beaucoup d'organisations humanitaires ne peuvent plus être actives dans le pays. Cela touche entre autres l'organisation d'aide aux enfants Compassion Internationale. Cette organisation a annoncé au printemps de cette année qu'elle avait dû arrêter le travail en Inde. Les nouvelles lois ont réglé le transfert d'argent venant d'organisations humanitaires étrangères d'une nouvelle manière. Elles permettent au gouvernement de limiter le travail d'organisations humanitaires dont les buts ne correspondent pas à son idéologie. Compassion n'a plus eu

la possibilité de faire parvenir aux Églises sur place des ressources financières et par conséquent les centres pour les enfants ont dû être fermés.

«Chrétiens de même que musulmans sont marginalisés», a dit Howell. Ils sont donc dépendants de la grâce des autorités hindoues locales. Environ 2,3% de la population indienne sont des chrétiens. Il y a ensuite une minorité plus importante de musulmans, tandis que la majorité de Indiens sont hindous. Le slogan de la nouvelle idéologie a la teneur suivante: Une nation, un peuple, une culture. Howell a expliqué qu'il est question d'un hindouisme qui ne tolère aucune autre religion à ses côtés.

La foi donne de l'espérance

Même des hindous modérés sont persécutés par les nationalistes. Howell a nommé par exemple la journaliste Gauri Lankesh. La dissidente politique, qui s'était surtout engagée contre le parti conservateur de droite au pouvoir, a été abattue par balles devant sa maison en septembre de cette année. Elle avait reçu au préalable des menaces de mort à plusieurs reprises.

Malgré la situation de plus en plus difficile, toujours plus de personnes viennent à la foi chrétienne. Surtout beaucoup de Dalits deviennent chrétiens. Les Dalits forment la caste la plus basse du système de castes hindou qui marque la structure sociale de l'Inde. Ils sont considérés comme des «intouchables», vivent en grande pauvreté et ne valent rien dans la société. La découverte de Jésus Christ signifie pour eux recevoir pour la première fois de l'estime dans leur vie, la foi leur donne de l'espérance, comme l'a dit Howell.

«Malgré tout, l'Église reste ferme et grandit», a dit Howell. «Nous devons prier pour les Églises et les communautés afin qu'elles puissent continuer à être un témoignage», a-t-il interpellé les auditeurs. Au contraire de l'hindouisme où la vie et la mort forment un cycle éternel, l'Évangile donne l'espérance d'une vie éternelle. Howell a donc appelé les Églises d'Allemagne à être plus actives en tant que missionnaires et de parler clairement de Jésus Christ.

Traduit de Christliches Medienmagazin pro | www.pro-medienmagazin.de |
Swanbild Zacharias.

Suicides assistés

Vaincre la mort

Malgré les progrès des soins palliatifs et les investissements publics dans ce domaine, des statistiques publiées le 14 novembre 2017 montrent une forte augmentation du nombre de suicides assistés commis en Suisse.

En 2003, la première année documentée par l'Office fédéral de la statistique dans les tableaux actuels, 187 actes de suicide assisté ont été recensés. En 2013, on en a compté 587, en 2014 déjà 742, pour arriver en 2015 au nombre de 965. Cela donne une augmentation de 30% entre 2014 et 2015. Seules sont comptées des personnes domiciliées en Suisse. En 2015 env. 56% des personnes qui ont subi cet acte ont été des femmes. Env. 85% des femmes et des hommes avaient dépassé l'âge de 65 ans.



Cisely Saunders a fondé en 1967 à Londres le St-Christopher Hospice pour des soins palliatifs et s'est élevée contre la légalisation de l'euthanasie.

«L'aiguillon de la mort, comme aussi celui de la souffrance, ne s'éliminent pas en éliminant l'homme», dit le docteur Raymond Bossy dans l'éditorial. «Chacun est amené à choisir d'accueillir ou non Celui qui ôte à la mort son aiguillon, Celui qui est la vie et la résurrection. L'enjeu principal n'est donc pas de contrôler la mort, mais de la vaincre; ce que le Christ a déjà accompli.» Et le doc-

teur Michel Cambrelin ajoute dans l'article principal: «La dignité humaine [...] consiste non seulement en une qualité intrinsèque de l'homme, mais aussi, et surtout, en ce que Dieu l'a créé à Son image, aimé au point de donner la vie de Son Fils pour le sauver, appelé à l'éternité dans Sa gloire. [...] L'euthanasie, qui prétend pouvoir donner à l'homme la maîtrise de sa mort, ne pourra cependant pas lui permettre de maîtriser son sort et, comme nous le verrons, peut-être même le privera d'une occasion de découvrir le vrai sens que Dieu veut donner à sa vie.» Ces propos correspondent pleinement aux fondements de l'UDF.

Ce n'est certainement pas un hasard qu'une inspiration chrétienne est à l'origine des soins palliatifs. Michel Cambrelin renvoie à l'histoire de Cisely Saunders qui s'était tournée de l'athéisme vers la foi chrétienne et qui s'est consacrée dès 1947 «à prendre en charge les patients en fin de vie, délaissés par la médecine à visée curative, mais pour lesquels il y avait encore quelque chose à faire».

David Gysel

Inspiration chrétienne

Face à l'évolution de la société, l'organisation Chrétiens Au Service de la Santé (CASS) avait consacré un numéro entier de son journal 3DSanté à une vision chrétienne de la mort, de l'euthanasie, des soins palliatifs et du sens de la vie (n° 13, mars 2016, toujours à vendre auprès de www.cass-romandie.org).

Canton de Berne

Les plans d'études doivent-ils être agréés par le peuple?



Un plan d'étude fixe les grandes lignes du système scolaire public, les objectifs et les attentes des citoyennes et des citoyens de l'enseignement scolaire. L'école appartient au peuple et elle a le devoir d'instruire les enfants. Avec nos impôts, nous finançons les dépenses pour la formation, les salaires des enseignants et la bureaucratie liés à l'enseignement. L'enfant est sensible et facilement influençable. L'enseignement doit être exempt d'informations tendancieuses. Le plan

d'étude donne un cadre qui doit être respecté. Des modifications incisives du système scolaire doivent recevoir l'approbation des représentants élus pour les raisons suivantes:

1. Le plan d'étude 21 induit des charges annuelles de plus de 30 millions francs dans notre canton, pour la formation des enseignants aux nouveaux manuels didactiques, l'application de méthodes d'évaluations et la standardisation de tests!
2. Il n'apporte aucune harmonisation dans l'apprentissage des langues étrangères, dans les projets communs, aux travaux pratiques et des évaluations.
3. L'abolition des objectifs annuels rend un changement d'école problématique, même dans son propre canton.
4. Qui profite de ces dépenses? les éditions scolaires! En contrepartie, on économise à l'école, en augmentant le nombre d'élèves par classe! Cherchez l'erreur.

En votant oui à cette initiative, les modifications des plans d'études seront soumises au Grand Conseil pour approbation. Le 4 mars 2018, n'hésitez pas, votez OUI à la modification de la loi sur l'école obligatoire.

Marc Früh

Abandonner les mensonges

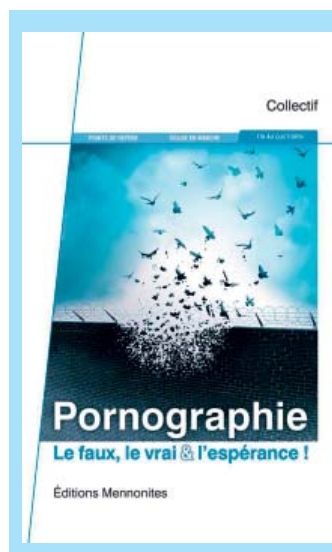
La pornographie

La pornographie concerne – avec les médias modernes – une bonne partie de la population. Briser le silence est le premier pas pour briser le pouvoir de la pornographie.

Un grand nombre de personnes – hommes et femmes – se voit un jour ou l'autre confronté à des images pornographiques. Pour bien trop de personnes, c'est le début d'une addiction souvent gardée sous silence.

Montrer les souffrances

L'ouvrage collectif «Pornographie – Le faux, le vrai & l'espérance!», traduit en partie de l'anglais, montre les dommages causés par ce fléau. En souffrent à la fois les consommatrices et les consommateurs, leurs proches et les personnes impliquées dans l'industrie de la pornographie. «L'industrie sexuelle est en réalité un trafic, et la grande majorité des personnes qui y sont impliquées sont là parce qu'elles ont été



Paru en avril 2017:

Pornographie – Le faux, le vrai & l'espérance!
Ouvrage collectif

Éditions mennonites
91 pages
www.editions-mennonites.fr

sexuellement abusées dans leur enfance et qu'elles n'avaient pas le choix. [...] Notre culture a créé ce mythe que l'industrie sexuelle est attrayante, et que vous serez belle, sexy et attirante. Elle ne montre pas l'horreur du viol répété jour après jour.» (p. 34-35) L'ouvrage dévoile les mensonges véhiculés par la pornographie, des mensonges sur les femmes et sur le sexe. Il présente des étapes vers un changement personnel: l'acceptation (admettre sa propre dépendance), la redevabilité (envers Dieu et des personnes de

confiance ainsi qu'envers son conjoint) et l'action (des mesures concrètes pour mettre fin à la dépendance).

Et nous?

Un chapitre est dédié aux mesures de prévention à prendre par les Églises, les familles et par nous tous en tant que citoyens. Il renvoie encore à l'atelier collaboratif ou groupe de parole «90 jours pour abandonner la pornographie» (www.innocence.ch).

Divers témoignages illustrent à la fois la dépendance et la délivrance.

Ce livre des Éditions mennonites peut nous inspirer au niveau personnel pour vivre en pureté et dans des relations saines, au niveau des familles et des Églises – et pour notre engagement politique. Il est important de se détourner du faux vers le vrai, rempli de l'espérance que nous donne le Christ!

David Gysel

Médias

Initiative No Billag

La campagne commence sérieusement en Suisse alémanique, alors qu'en terre romande, les prises de position sont rares. Pourquoi ces différences dans le paysage politique?

Un article du *Temps* affirme que 75% des journalistes romands sont de sensibilité de gauche*. Ainsi, le message de Gauche d'une omniprésence médiatique n'est pas remis en question. C'est différent de l'autre côté de la Sarine. Les informations gauchisantes sont confrontées avec virulence à la pensée de droite, trop souvent mentionnée en raccourci comme «blochérianne» ou «populiste». Il s'agit de relever que le débat a lieu, ce qui n'est malheureusement plus le cas en Suisse romande. Si l'on ne correspond pas à la vision majoritaire, il n'y a pas d'invitation au débat. L'opinion mi-

noritaire ne bénéficie pas de la plateforme médiatique. Nous sommes donc très éloignés de l'éthique journalistique qui stipule l'engagement envers une information globale et neutre, qui permet à chaque auditeur de se faire sa propre opinion.

Un débat nécessaire

Chez les Alémaniques, la question du service public est bien plus débattue. Pour un média aussi important que la SSR se pose la question: où commence-t-il et où s'arrête-t-il? Regardé par un nombreux public, il a la capacité de forger les opinions, de réaliser sa propre campagne politique ou publicitaire. Ce «colosse» médiatique financé par nos soins, emploie l'argent de nos redevances pour «endoctriner». Les initiants estiment que les radios et les télévisions privées devraient aussi avoir leur chance de développement, cela apporterait

une pluralité d'avis, d'idées et de pensées. Dix-sept chaînes de radio SSR sur un si petit pays, c'est étouffer le reste du monde médiatique.

Tous les documents de la SSR stipulent qu'elle est une entreprise de service public. Son souci principal devrait être la transmission d'informations le plus précisément possible, et de permettre aux habitants du pays de recevoir ces messages. En ce qui concerne la politique salariale des cadres, la SSR les rémunère comme si elle était une entreprise privée, très éloignée de l'idéal socialiste, indécent même pour la droite.

La régie publicitaire commune SSR-Swisscom-Ringier portant le nom d'Admeira est très contestée. Les éditeurs dénoncent une distorsion de concurrence, la SSR «service public» marchant sur les plates-bandes du privé. On parle d'une hausse de 110% des recettes publicitaires. Alors que ce sont surtout les médias privés qui devraient en profiter!

Marc Früh



* www.letemps.ch/suisse/2015/12/20/droite-pamphletaire-etend-toile-suisse. Uli Windisch cité par la journaliste Céline Zünd: «75% de journalistes sont de gauche et seuls 1 à 2% sont proches de l'UDC, voilà le vrai problème.»

UDF Jura bernois

Élection à Sonvilier

Félicitations à Anne-Marie Zimmermann pour son élection début novembre, au Conseil municipal de Sonvilier dans le Jura bernois.

M.F.: Pourquoi vous engagez-vous maintenant au Conseil municipal?

Anne-Marie Zimmermann: Notre fils nous décharge dans l'exploitation de notre fromagerie. Ainsi, j'ai la possibilité de déléguer davantage, ce qui libère un peu de temps pour un engagement politique.



Photo: M&D

Quel sens donnez-vous à votre engagement?

C'est une certaine surprise. Des personnes étaient recherchées pour s'engager dans l'exécutif communal. J'en ai parlé à ma famille et mes amis. Devant l'approbation positive et encourageante, je m'y suis lancée.

Avez-vous des objectifs?

Absolument! Les familles ne sont pas suffisamment soutenues. Elles sont accablées de primes d'assurances et d'impôts. En fin de mois, il ne reste rien qui permette un développement de la structure sociale, vacances, sports, jeux. Pire, combien de mamans sont obligées de travailler malgré le salaire de leur époux. J'estime que ce n'est pas satisfaisant. Les crèches sont là pour sociabiliser les enfants quelques heures par semaines, mais la présence parentale permet le meilleur développement de l'enfant et la meilleure éducation.

Propos recueillis par Marc Früh

UDF Jura bernois

Troisième législature à Sorvilier

Après deux législatures, Henri Burkhalter a été réélu tacitement dans la fonction de Maire du village pittoresque de Sorvilier dans le Jura bernois.

M.F.: Après la période houleuse de vote sur l'appartenance cantonale, quelles sont vos motivations?

Henri Burkhalter: Les résultats du vote connus, plusieurs membres du conseil ont quitté leur poste. D'autres m'avaient averti

depuis un certain temps qu'ils ne se représenteraient plus. Le nouveau conseil sera formé de novices. C'est mon devoir de les initier à leur nouvelle fonction.

Quels sont vos objectifs?

Il serait judicieux que le nouveau conseil statue pour mettre un «point final définitif» à la question jurassienne. Après cette période de tensions et d'incertitude, mon objectif est d'œuvrer pour l'ensemble des habitants du village. Que les citoyennes et les citoyens retrouvent leur sérénité et vivent en paix. Pour le développement futur de la commune, je représente la continuité. Les projets ne manquent pas, mais il me semble trop tôt d'en parler. Ce sera ensemble, avec l'équipe des nouveaux élus, que les priorités seront fixées.

Propos recueillis par Marc Früh



Photo: M&D

Devenez membre de l'UDF

Aidez-nous à renforcer l'action de l'UDF en devenant membre de notre parti politique (CHF 60.-/an). Vous pouvez effectuer votre demande d'adhésion au moyen du bulletin ci-dessous.

Nom:

Prénom:

Adresse:

NPA - Localité:

E-mail:

Je fréquente l'Église suivante:

Je suis membre d'un parti: Oui, lequel Non

Date de naissance:

Une fois rempli,
à renvoyer à:
UDF, secrétariat central
CP 43
3602 Thoune

Campagne médiatique actuelle sur les «transgenres enfants»

Une fausse «acceptation de soi»

L'adaptation du corps à des sensibilités orientées de manière divergente a déjà pour beaucoup d'adultes des conséquences graves. L'UDF s'engage contre la campagne médiatique actuelle qui propage les traitements hormonaux dès l'enfance.

Le sexe de chaque enfant est constaté au moment de la naissance en raison des données physiques – à peu d'exceptions près, les caractéristiques physiques sont claires dès le premier regard. Certains enfants éprouvent temporairement pendant quelques années le désir d'appartenir à l'autre sexe. L'UDF plaide pour que les enfants puissent continuer à être accompagnés dans cette phase de maturation personnelle vers l'état adulte, par le rôle d'exemple naturel du père et de



la mère ainsi que de l'entourage, si besoin à l'appui de spécialistes. Cet accompagnement mène vers l'acceptation de leur corps, l'identité sexuelle naturelle incluse.

Acte contre l'humanité

Opposer au corps des sentiments, qui sont dans la plupart des cas temporaires, et dire que ces sentiments constitueraient la vraie identité, a des conséquences fatales pour l'individu et pour


la société. L'identité humaine devient le jouet d'influences idéologiques et d'intérêts financiers de certains cercles médicaux et biotechniques. Livrer déjà des enfants à ces intérêts et leur faire subir des thérapies hormonales radicales au lieu de les accompagner pendant un processus de maturation, est un acte contre l'humanité.

L'UDF s'engage pour que les enfants soient protégés par la politique et la médecine face à un seuil de plus en plus bas permettant la transformation du sexe.

Service de presse UDF (texte trad.)

Pagina italiana

Disoccupazione stabile in Ticino?

 Sarà anche vero, però... **Aumentano sensibilmente le persone in assistenza ed i giovani che emigrano oltre San Gottardo o all'estero per trovare un'occupazione!**

Le statistiche sono sempre da prendere con le pinze. Prima di tutto perché spesso i dati vengono espressi in percentuale: se un Cantone ha 10 000 disoccupati ed un aumento «solo» dell'1 %, avrà 100 disoccupati in più. Se un altro Cantone ha 2 000 disoccupati ed un aumento, apparentemente ben più massiccio, del 5 %, avrà esattamente lo stesso numero di disoccupati in più: 100. Secondariamente, e torniamo al nostro caso, i dati sulla disoccupazione rappresentano il numero di persone iscritte agli URC (Uffici regionali di collocamento); se una persona passa al beneficio dell'AVS o dell'AI o dell'assistenza o emigra fuori



cantone, non rientra più nel calcolo e la statistica migliora, ma la situazione no!

Aumentano i posti di lavoro ma li occupano soprattutto i frontalieri

Nell'ultimo anno, in Ticino, i frontalieri sono aumentati del 4,9 %, oltre 3 000 in più. Se i disoccupati residenti non sono aumentati vuol dire che i posti di lavoro creati sono stati occupati dai frontalieri. Il dato più preoccupante è, però, che l'aumento è stato del 7,1 % nel terziario, settore nel quale non dovrebbe mancare la mano d'opera locale.

Forse è proprio per questo che aumentano i giovani ticinesi che se ne vanno dal Ticino: è difficile trovare lavoro ed è difficile vivere e mettere su famiglia con gli stipendi offerti che, per i frontalieri sono una manna, ma ad un residente non permettono di tirare dignitosamente la fine del mese.

Forte la pressione dall'Italia (e incomprensione a Berna?)

Avere come concorrenti per un posto di lavoro in Ticino i frontalieri italiani (che, oltretutto possono permettersi stipendi molto più bassi di quelli di cui necessita un ticinese), non è come avere la concorrenza tedesca. Il tasso di disoccupazione tedesco (3,6 %) è poco più alto di quello svizzero, mentre quello italiano è dell'11,1 % e quello giovanile (15-24 anni) del 35,7 %!! Un laureato della Bocconi è contento di trovare un lavoro in ufficio in Ticino a CHF 2000 al mese invece di fare il disoccupato in Italia, e contro un tale concorrente cosa può fare il giovane ticinese che ha appena concluso un apprendistato di commercio?

Ecco perché i ticinesi hanno votato a favore del 9 febbraio, hanno votato l'iniziativa «Prima i nostri» e perché appoggeranno sicuramente massicciamente l'iniziativa UDC per la disdetta degli accordi bilaterali!

Edo Pellegrini, presidente UDF Ticino

Au sujet de la feuille de route du Conseil fédéral en matière de politique agricole

Pour une agriculture indigène



Cet été, lors de la campagne en vue de la votation relative à la sécurité alimentaire, l'UDF avait mis en garde que le Conseil fédéral accueillerait un Oui pour ce sujet du 24 septembre comme un appel à une ouverture plus grande des frontières pour des produits agricoles. L'UDF n'est donc pas surprise – après le Oui aux urnes – de l'actuelle feuille de route du Conseil fédéral. L'UDF continue pourtant son engagement afin de ne pas sacrifier l'agriculture indigène aux prix de dumping des produits étrangers. Elle en appelle au Conseil fédéral et au parlement d'utiliser la marge de manœuvre donnée par la Constitution en faveur d'une agriculture suisse forte et de l'autosubsistance.

Des grands partis et des associations d'agriculteurs font actuellement entendre leur voix avec indignation au sujet de la réduction planifiée de la protection douanière pour l'agriculture suisse contre les produits étrangers meilleur marché. L'UDF s'était engagée contre le projet de loi soumis à la votation du 24 septembre, suite à la déclaration préalable du conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann annonçant justement cette suppression et envisageant ce projet de loi en votation comme un premier pas vers ce but. Il semble que l'UDF ait été le seul parti à mettre en garde contre ce projet de loi.

Le texte adopté dans les urnes le 24 septembre a malheureusement laissé la voie libre à beaucoup d'options, entre autres celle que le Conseil fédéral a annoncé le 1^{er} novembre: le choix de cette feuille de route en vue de réduire la protection douanière. Face au niveau des salaires beaucoup plus bas à l'étranger, l'UDF considère qu'il est indispensable de maintenir des conditions-cadres qui assurent, aussi à l'avenir, la production de produits agricoles indigènes.

En plus, l'exportation des produits agricoles envisagée par le Conseil fédéral ne fait pas sens du point de vue écologique, entre autres à cause des longs trajets. Elle menacerait également de son côté la production agroalimentaire indigène dans d'autres pays. Il faut aussi prendre en considération que des produits agricoles suisses n'auraient une chance sur le marché international que dans des marchés de niche ou dans le domaine de luxe, à cause des coûts de production en Suisse. Ces marchés de niche ou de luxe ne généreraient de loin pas de ventes suffisantes pour une production agricole nationale. La proposition de l'exportation agricole comme substitution à l'approvisionnement alimentaire de notre pays, comme le prévoit le Conseil fédéral, n'est pas une option réaliste aux yeux de l'UDF.

Service de presse (texte trad.)

Voix d'un agriculteur UDF

C'est en toute bonne foi que la majorité du peuple Suisse, moi y compris, avons voté Oui à cette votation. En effet, qui ne voudrait pas d'une plus grande sécurité alimentaire en Suisse? Nous avons été trompés et c'est avec une certaine crainte et de l'amertume dans l'âme que les paysans Suisse regardent l'horizon.

Pour beaucoup, cette abolition des protections douanière sonnera comme le coup de grâce final de leur ferme.

Un gouvernement qui trahit et qui ne soutient pas ses paysans en difficulté est un pays qui va à sa perte. Pour vous, chère lectrice, cher lecteur, soutenez les paysans proches de vous, par l'achat de fruits, de légumes, de viandes et de lait! Merci.

Ivan Thévoz, agriculteur, vice-président UDF canton de Fribourg

L'UDF dans votre canton

Contactez-nous!

Pour en savoir plus sur l'UDF, adressez-vous à la section de votre canton:

UDF Jura bernois

Rte de Diesse 34,
2516 Lamboing
Président: Marc Früh
032 315 24 10
fruh2516@bluewin.ch

UDF Fribourg

Yvan Thévoz, vice-président
Rte de Dompierre 6
1773 Russy
026 675 23 33
079 731 66 12
ivan.thevoz@arbothevoz.ch

UDF Genève

1246 Corsier, président: Jean-Luc Ruffieux, 079 424 82 41
jlsruffieux@bluewin.ch

UDF Jura

CP 998, 2800 Delémont 1
Président: Jacques Dumas
032 476 61 33
javedum@bluewin.ch

UDF Neuchâtel

Président: vacant

UDF Ticino

Via Piotti 1, 6833 Vacallo
Presidente: Edo Pellegrini
091 683 78 38
edo.pellegrini@udf-ticino.ch

UDF Vaud

Rue du Théâtre 2,
1404 Cuarny
Président: Raymond Morel
024 425 93 35
president.vd@udf-suisse.ch

UDF Suisse

Secrétariat central, CP 43,
3602 Thoune
info@udf-suisse.ch

Impressum

Impulsion est une publication de l'Union Démocratique Fédérale, parti politique suisse.

Éditeur: UDF, CP 43, 3602 Thoune

Correspondance: Impulsion, Case postale 43, 3602 Thoune
033 222 36 37
info@udf-suisse.ch
www.udf-suisse.ch
CCP 10-19007-8

Rédaction: Peter Bonsack, David Gysel

Layout: UDF Suisse, Thoune

Impression: Jordi SA, Belp
Tirage: 3600 ex.
© UDF (Suisse)



UDF+EDU

Vous pouvez soutenir le travail de l'UDF en:

- devenant membre (p. 5)
- payant l'abonnement à *Impulsion* (ci-dessous)
- soutenant l'UDF par un don (CCP 10-19007-8)

Merci!

UDF+EDU
Union Démocratique Fédérale
Eidgenössisch-Demokratische Union

Abonnez-vous!

impulsion

Oui, je désire recevoir *Impulsion* régulièrement et être ainsi informé des actions politiques de l'UDF et de l'actualité politique suisse en général et m'engage à verser CHF 25.- à l'aide du bulletin de versement joint à cette édition.

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal et localité: _____

Je souhaite être informé/e sur la possibilité de devenir membre de l'UDF.

Merci d'envoyer de ma part *Impulsion* à la / aux personne(s) suivante(s):

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal et localité: _____

À retourner à UDF, secrétariat central, CP 43, 3602 Thoune

Agenda

Réunion de prière, les derniers lundis du mois de 20h à 21h sur les sujets politique chez Raymond Morel, rue du Théâtre 2, Cuarny.

Prière pour Genève et la Suisse les derniers mercredis du mois de 19h45 à 21h, au sous-sol de la rue du Jura 4 à Genève.
Pas de réunion en décembre.

www.udf-suisse.ch